



36



France ÉCONOMIE

ÉTAT D'ALERTE

« Sans changement de boussole, le pays explose »

Laurent Berger s'inquiète du caractère hautement inflammable du climat social. Le patron de la CFDT appelle à retenir les leçons de la crise actuelle.

PROPOS RECUEILLIS PAR FANNY GUINOCHET ET PASCAL POGAM



J. SAGEY/AFIP

« Demain, nous aurons besoin de propositions, pas de conflits stériles. »

Il y a un peu plus d'un an, vous formulez avec Nicolas Hulot soixante-six propositions pour un « pacte social et écologique ». En quoi la crise que nous traversons résonne-t-elle avec le constat que vous faisiez alors ?

Laurent Berger Elle le conforte, à l'évidence. À l'époque, nous disions qu'il fallait traiter simultanément la transition écologique et le problème des inégalités. Or, avec cette épidémie, les inégalités sociales nous exposent à la figure. Dans le monde du travail, entre ceux qui ont un métier à forte utilité sociale, mais dont la reconnaissance salariale est très faible, et les autres... Entre grandes et petites entreprises. Ce confinement met aussi en lumière les inégalités de

logement, les difficultés des plus pauvres à se nourrir, à assurer la continuité pédagogique pour leurs enfants... Comment l'ignorer ? Pour la première fois, nous avons fait le choix de l'humain, en mettant à l'arrêt le pays. Il faudra s'en souvenir : on ne peut pas privilégier la vie aujourd'hui face au virus, et ne pas le faire demain, face au risque écologique. C'est l'idée des nouvelles propositions de notre « pacte du pouvoir de vivre », que nous présenterons début mai.

Ce sont des préoccupations de long terme... Il y a l'urgence économique et sanitaire. Comment y répondez-vous ?

La période que nous vivons exige de nous une grande responsabilité. Je ne suis pas

médecin, et pas compétent pour dire ce qu'il faut faire ou ce qu'il aurait fallu faire. Oui, il y a des interrogations sur les masques, sur les tests, mais l'État a aussi été présent de façon incroyable, et il faut le dire. Face à l'urgence, il a pris les mesures qui s'imposaient pour protéger les entreprises et les travailleurs, à travers le chômage partiel notamment.

Aujourd'hui, nous abordons la phase du déconfinement, et la priorité sera clairement la santé et la sécurité des salariés. Il y a deux options : là où le dialogue social est de qualité, la reprise d'activité se passera bien ; ailleurs, si des employeurs passent en force et ignorent délibérément les mesures préconisées, cela risque d'être catastrophique.

Mais de nombreuses entreprises se retrouvent dans une situation terrible. Pour redémarrer au plus vite, on peut comprendre que certains employeurs ne veuillent pas s'enfermer dans des règles trop contraignantes. Quelle sera alors la position de la CFDT ?

Une organisation syndicale [NDLR : la CGT] a décidé qu'il ne fallait pas reprendre l'activité. C'est son choix. Mais ce n'est pas celui de la CFDT, ni l'attente de ses militants. Bien sûr, il est indispensable que l'activité économique redémarré, mais cela doit être très sécurisé pour les travailleurs. Il faut assumer ces deux objectifs. Les gens ont besoin et envie de reprendre le boulot. Mais pour que cela se passe bien, il faut que les conditions soient cadrées au maximum. Nous travaillons avec le ministère du Travail et le patronat sur des protocoles de reprise. On ne peut donc pas nous accuser de faire de l'obstruction.

Mais vous avez été l'un des premiers à réagir sur la question du temps de travail. Compte tenu du contexte, il n'est pourtant pas illégitime de se demander s'il faudra travailler davantage en sortie de crise...

Appliquer la logique du « travailler plus » alors que l'on s'attend à des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires, je considère que c'est irresponsable ! Demain, je voudrais surtout que l'on puisse « travailler tous » et « travailler mieux ». Mon modèle pour le monde d'après, ce n'est pas cinquante heures par semaine pour les uns et le chômage pour les autres, de plus en plus nombreux.



— P. 36. « Sans changement de boussole, le pays explose »

— P. 37. Autoentrepreneurs : la double peine

Redémarrer l'activité avec pour seule boussole les 35 heures et la durée du travail est une fausse piste. C'est prendre le risque de tensions sociales graves. La CFDT refusera de s'inscrire dans un débat qui se limiterait à promettre de la sueur et des larmes. Il faut recréer un horizon désirable, et tracer le chemin. Chacun sait qu'il ne sera pas pavé de roses, mais il ne peut pas être inégalitaire.

Vous préconisez de taxer les entreprises qui n'auraient pas été affectées par la crise. Ce chemin vers un « horizon désirable » passe donc selon vous par un alourdissement des impôts ?

La CFDT ne souhaite voir taxés ni le travail ni la consommation, car la crise que nous traversons est à la fois celle de l'offre et celle de la demande. Il n'est pas question non plus de créer un impôt qui s'appliquerait à toutes les entreprises. Mais quand je vois que les géants du numérique se portent très bien, profitent même de la crise pour accroître leur activité, et ne participent pas à la solidarité nationale, je me dis qu'il y a un sujet, et que nous devrions nous en préoccuper... Ce sont eux que je visais lorsque j'ai parlé d'un impôt exceptionnel, ce qui n'empêche pas d'ouvrir aussi le débat sur la fiscalité du capital, la transmission du patrimoine, sur une plus grande progressivité de l'impôt...

Vous dites que la plus grosse erreur serait de tout recommencer comme avant. Sur le plan de la pratique syndicale, en quoi cette crise va-t-elle transformer la CFDT ?

Cette crise percute le syndicalisme tout entier. Elle nous recentre sur notre utilité première : le conseil, la défense et l'accompagnement des travailleurs, au plus près du terrain. Elle interroge aussi notre rapport au travail, la façon dont il s'organisera demain. En ces moments difficiles, historiques, l'idéal serait que le syndicalisme parle d'une seule voix, notamment sur la reprise d'activité. Si ce n'est pas possible, tant pis. Ce dont je suis sûr, c'est que demain nous aurons besoin de propositions, de débats et non de conflits stériles. Certains chercheront les coupables, mais le « tous pourris », la logique du chaos, ce ne sera jamais la CFDT.

On vous sent particulièrement inquiet de l'état du pays.

Je suis préoccupé par notre état psychologique collectif à l'issue de cette crise. Avec le confinement, nous nous sommes protégés mutuellement en nous protégeant individuellement. Va-t-on conserver ces sens du collectif ou repartir dans le chacun pour soi ? Au cœur de la refondation qui est devant nous, il y a l'absolue nécessité de se doter de nouveaux indicateurs de progrès pour piloter l'action publique, en matière de santé, d'économie, d'éducation... Demain, si on ne retient aucune leçon de cette séquence, si le seul indicateur qui vaille est le taux de croissance, je ne donne pas trois mois avant que le pays explose. Et comme la CFDT veut l'éviter, la seule boussole possible, c'est la solidarité. ✱